



# **PRÉFET DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 4 avril 2025  
portant prescriptions complémentaires  
à la société BBC CELLPACK PACKAGING Illfurth SAS relatives au déplacement, au  
fonctionnement et à la surveillance des opérations de pompage de la barrière hydraulique  
implantée sur son site d'Illfurth en référence au titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de  
l'environnement**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V et en particulier son article L. 512-20,

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU les actes administratifs délivrés antérieurement et notamment :

- l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter,
- l'arrêté préfectoral n° 011211 du 2 mai 2001 portant prescriptions complémentaires,
- l'arrêté préfectoral n° 2004-170-20 du 18 juin 2004 portant prescriptions complémentaires,
- l'arrêté préfectoral n° 2009-218-4 du 5 août 2009,
- l'arrêté préfectoral n° 2010-098-8 du 8 avril 2010,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015012-0012 du 12 janvier 2015 portant prescriptions complémentaires à la société CFS CELLPACK PACKAGING relatives au fonctionnement et à la surveillance des opérations de pompage de la barrière hydraulique implantée sur son site d'Illfurth en référence au titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'environnement,

VU l'annonce légale n° 1077 publiée dans le BODACC B n° 20090100 du 27 mai 2009 informant de la décision de la société Compagnie franco-suisse de façonnage du papier de modifier sa dénomination sociale en CFS CELLPACK PACKAGING,

VU l'annonce légale n° 1385 publiée dans le BODACC B n° 20210114 du 13 juin 2021 informant de la décision de la société CFS CELLPACK PACKAGING de modifier sa dénomination sociale en BBC CELLPACK PACKAGING Illfurth SAS,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin Meuse approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015,

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Largue approuvé par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2016,

VU le plan de gestion (première et deuxième phase) remis le 26 février 2010 et le 6 juillet 2010,

VU la demande de modifications transmise par courrier de l'exploitant en date du 15 janvier 2025 détaillant le déplacement de l'installation de pompage de la barrière hydraulique suite aux derniers rapports de mesure des eaux souterraines,

VU les rapports d'analyses de surveillance des eaux souterraines pour l'année 2024 transmis par l'exploitant en date du 10 janvier 2025,

VU le rapport de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 5 mars 2024,

VU le projet d'arrêté porté le 21 mars 2025 à la connaissance du demandeur,

VU l'absence d'observation du demandeur sur ce projet,

VU l'avis des membres du CoDERST lors de sa séance du 3 avril 2025,

Considérant que les activités du site BBC Cellpack Packaging Illfurth SAS (ci-après dénommé « l'exploitant ») ont généré une pollution des sols et de la nappe d'eaux souterraines par des solvants chlorés (trichloroéthylène, tétrachloroéthylène),

Considérant que la pollution contenue dans les sols impacte les eaux souterraines à l'extérieur du site d'une façon telle que l'état des milieux n'est pas compatible, selon les conclusions de l'étude quantitative des risques sanitaires, avec les usages constatés de la nappe,

Considérant que les eaux souterraines constituent la principale ressource d'eau potable régionale et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique,

Considérant que le plan de gestion remis par l'exploitant a montré la nécessité de dépolluer la nappe d'eaux souterraines au droit du site afin de rendre de nouveau compatible l'eau de nappe avec l'usage prévu,

Considérant que l'exploitant s'est prononcé pour une technique de pompage-traitement par adsorption sur charbon actif, et rejet des eaux traitées dans le cours d'eau Ill après traitement et qu'il s'est engagé sur le respect de valeurs limites de rejet compatibles avec la qualité de l'eau,

Considérant que ce pompage permettra également de créer une barrière hydraulique de façon à confiner la pollution le temps de la traiter, et ce en maintenant un pompage continu et limité à 6 m<sup>3</sup>/h,

Considérant que l'exploitant a sollicité par voie postale la volonté de modifier ses prescriptions concernant l'installation de pompage de la barrière hydraulique pour la pollution historique des eaux souterraines sur son site d'Illfurth,

Considérant que l'exploitant a réalisé une opération de dépollution des sols par excavation et élimination hors site des terres contaminées au mois de juin 2021 en amont hydraulique immédiat du piézomètre PZ1,

Considérant que les rapports de mesures de suivi des eaux souterraines pour l'année 2024 a démontré une baisse importante et progressive des concentrations en COHV depuis les travaux d'excavation en aval direct de la zone source,

Considérant que le programme de surveillance mis en place a permis de montrer :

- un état de stabilité sur les piézomètres PZ1, PZ20, PZ8, PZ11, PZ6 et PZ19 (zone originelle de la pollution) depuis le mois de février 2024,
- qu'une partie aval du panache est hors d'influence des puits de pompage et qu'il est la continuité du panache originel qui a dérivé au fil du temps,
- un résidu de Chlorure de Vinyle est identifié au droit des piézomètres PZ1, PZ20, PZ8 et PZ5,
- des concentrations en TCE et Cis 1,2 dichloroéthylène encore élevées mais stables au droit du piézomètre PZ5.

Considérant que l'enjeu principal du SAGE est la préservation et la reconquête de la qualité de la nappe phréatique,

Considérant que l'écoulement de la nappe phréatique est orienté Nord/Nord Est,

Considérant que la pollution présente dans la nappe et dans le sol doit être traitée durablement,

Considérant qu'il convient de surveiller les eaux issues des différents dispositifs de filtration afin de vérifier le degré de saturation de ceux-ci et de les remplacer avant d'arriver à saturation, de s'assurer de l'efficacité du traitement et qu'il convient de vérifier les objectifs de dépollution par mesures dans la nappe d'eaux souterraines de façon régulière,

Considérant qu'il convient de fixer des valeurs limites de rejets pour les eaux rejetées dans l'Ill en tenant compte des valeurs limites de rejet de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, de la circulaire du 7 mai 2007 susvisée, et de la directive du 16 décembre 2008 susvisée,

Considérant que le plan d'actions, l'argumentaire associé et le programme de surveillance développé par l'exploitant nécessitent d'être adapté pour répondre à l'enjeu de dépollution des sols et de préservation des eaux souterraines,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier et compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaire du 12 janvier 2015 afin d'encadrer les opérations de dépollution et de surveillance,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : champ d'application**

La société BBC CELLPACK PACKAGING Illfurth SAS désignée «l'exploitant» dans le présent arrêté et dont le siège social est situé 20 rue Burnkirch - 68720 Illfurth est tenu, pour ce qui concerne les installations exploitées sur la commune d'Illfurth, de respecter les dispositions suivantes (en sus des dispositions déjà opposables aux installations).

### **Article 2 : modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

<b>Références de l'arrêté préfectoral</b>	<b>Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées</b>	<b>Nature des modifications</b>
N° 2009-218-4 du 05 août 2009	Article 5 (article 5.1 à 5.5)	abrogé
N° 2015012-0012 du 12 janvier 2015	Article 2 (article 2.1 à 2.3)	abrogé
	Article 3 (article 3.1 à 3.4)	abrogé
	Article 4 (article 4.1 à 4.4)	abrogé
	Article 5 (article 5.1 à 5.2)	abrogé
	Article 6	abrogé
	Article 7	abrogé
	Article 8 (article 8.1 à 8.2)	abrogé

### **Article 3 : gestion des travaux**

#### **Article 3.1 : organisation des travaux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, dans la mise en œuvre et la surveillance des travaux de dépollution pour :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurisation et la surveillance des sites de travaux pendant toute la durée du projet.

### **Article 3.2 : dangers ou nuisances non prévenus**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

### **Article 3.3 : incidents ou accidents**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au préfet du Haut-Rhin les accidents ou incidents survenus du fait des travaux de dépollution qui sont de nature à porter atteinte à la santé, la sécurité, et la salubrité publiques, la commodité du voisinage, la nature et l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande du préfet, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au Préfet. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours au préfet du Haut-Rhin.

### **Article 3.4 : accès au chantier**

L'accès au chantier est maintenu propre et en bon état.

Aucune personne étrangère aux travaux ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans le périmètre des travaux. Il établit une consigne quant à la surveillance du site.

### **Article 3.5 : prévention des pollutions accidentelles**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

### **Article 3.6 : prévention des nuisances sonores et des vibrations**

Les travaux de traitement engendrant des nuisances sonores ou des vibrations devront respecter les valeurs limites de bruit conformément à l'article 51 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 3.7 : registre d'expédition et de suivi des déchets**

Conformément à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs, le maître d'ouvrage tient un registre chronologique de la production, de l'expédition des déchets, de la réception et du traitement de ces déchets.

**Article 4 : arrêt de la barrière hydraulique au niveau de la zone source (PZ1, PZ19 et PZ20) et Caractérisation du panache résiduel au droit du piézomètre PZ5**

**Article 4.1 : modalités d'arrêt des installations au droit de la zone source**

L'exploitant réalisera l'arrêt de la barrière hydraulique et de l'installation de pompage situé au niveau des piézomètres PZ1 et PZ20 et désigné selon la description ci-dessous :

ZONE	Dénomination	Code BSS	Caractéristiques		Débit Max. de la barrière
			Profondeur (m/tête de piézomètre)	Diamètre (mm)	
Barrière à 2 puits	PZ 1	BSS001ENGV	6,42	112/125	6 m3/h (3 m3/h +3 m3/h)
	PZ 20	BSS001ENLM	9	112/125	

Dans le cadre de la cessation d'utilisation des installations, l'exploitant prendra et mettra en place les mesures appropriées pour :

- assurer la sécurisation de l'installation,
- son maintien en état afin d'assurer toute remise en fonctionnement rapide,
- la sûreté de l'installation afin d'éviter toute action par une personne non habilitée.

**Article 4.2 : surveillance rapprochée des eaux souterraines au droit de la zone source et du panache résiduel**

L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance afin de :

- maîtriser le risque d'effet « rebond » au droit de la zone source (PZ1, PZ19 et PZ20),
- caractériser de manière plus détaillée le panache résiduel détecté au niveau de l'aval de la zone source et à proximité du piézomètre PZ5.

Ce programme de surveillance doit permettre de détecter rapidement toute « effet rebond » au niveau de la zone source, mettre en évidence l'étendue de la zone de panache résiduel ainsi que de confirmer que ce panache n'est pas issu d'une toute nouvelle source de pollution.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

ZONE	Dénomination	Code BSS	Analyses		Code SANDRE
			Fréquence	Paramètres	
Barrière à 2 puits	PZ 1	BSS001ENGV	1 fois / mois (pendant 4 mois)	PH conductivité à 25 °C Trichloroéthylène Tétrachloroéthylène Chlorure de vinyle trans-1,2-dichloroéthylène cis-1,2-dichloroéthylène 1,1-dichloroéthylène	1302 1303 1286 1272 1753 1727 1456 1162
	PZ 19	BSS001ENJR			
	PZ 20	BSS001ENLM			
Panache résiduel (hors site)	PZ4	BSS001ENGY			
	PZ5	BSS001ENED			
	PZ6	BSS001ENEE			
	PZ7	BSS001ENEC			
	PZ8	BSS001ENHC			
	PZ11	BSS001ENHB			

En complément du programme de surveillance ci-dessus, l'exploitant devra réaliser une analyse ponctuelle complémentaire sur les piézomètres les plus en aval du site PZ13 et PZ14) afin de confirmer l'absence de pollution au droit de ces points et devra transmettre les rapports d'analyses à l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats obtenus aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (Code de la santé publique), ainsi qu'aux objectifs de qualité définis par l'exploitant pour chaque composé au regard de ses propositions et des NQE ou NQEp.

#### **Article 4.3 : transmission d'un bilan des opérations réalisées**

L'exploitant adressera au préfet, dans les deux mois suivant l'arrêt de l'installation de traitement au droit de la zone source, un bilan des opérations réalisées sur la période écoulée, et du traitement réalisé.

Le bilan fera état de la qualité de la nappe d'eaux souterraines et du traitement du panache de pollution au droit de la zone source.

Si le bilan fait apparaître un « effet rebond » sur les piézomètres et nécessite de remettre en service la barrière hydraulique, les analyses se poursuivront en sortie de chaque puits de prélèvement et en sortie des filtres 1 et 3 selon une fréquence bimestrielle.

#### **Article 5 : objectifs de la barrière hydraulique de l'installation de dépollution au droit du panache résiduel (PZ5)**

L'exploitant met en œuvre, exploite et entretient une installation de confinement par pompage et de dépollution des eaux souterraines en sortie de l'emprise de l'usine d'Ilfurth.

Cette installation a pour objet de stopper la migration des substances en composés organiques halogénés volatils (COHV) depuis la zone de panache résiduel issu de la zone source à l'intérieur du site vers des zones plus en aval dans le sens de l'écoulement de la nappe phréatique.

L'installation est adaptée (débits de pompage, filtres, nombre de puits,...) aux particularités des écoulements des eaux souterraines, à la localisation des zones contaminées, à la nature des contaminants.

L'exploitant est en mesure de justifier en permanence du caractère adapté et opérationnel du dispositif.

#### **Article 5.1 : barrière hydraulique**

La barrière hydraulique doit permettre de circonscrire définitivement la pollution des eaux souterraines engendrée par la société BBC Cellpack Packaging Ilfurth SAS qui a provoqué un panache résiduel en-dehors des limites de son site.

La qualité des eaux souterraines, au-delà des limites du site de BBC Cellpack Packaging Illfurth SAS, doit être compatible, à terme, avec les objectifs définis par le SDAGE du bassin Rhin-Meuse et le SAGE Largue et permettre la production d'eau potable à partir des eaux brutes.

## **Article 5.2 : rejet au milieu naturel**

Les rejets dans l'III doivent respecter les objectifs cibles suivants :

Débit de référence	Maximal : 6 m <sup>3</sup> /h
Paramètre	Concentration maximale
Matières en suspension	35 mg/l
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Trichloroéthylène (TCE)	10 µg/l
Tétrachloroéthylène (PCE)	10 µg/l
1,2 dichloroéthane	10 µg/l
Chlorure de vinyle	0,5 µg/l
1,2-dichloroéthylène cis + 1,2-dichloroéthylène trans	1,1 mg/l

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :
- température : < [ 30°C ],
- pH : compris entre 6,5 et 9,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

## **Article 6 : installations de dépollution au droit du panache résiduel (PZ5)**

### **Article 6.1. : définition des installations**

L'installation actuellement en place au niveau de la zone source sera modifiée afin de basculer sur le traitement du panache résiduel.

Pour traiter le panache résiduel au niveau du piézomètre PZ5, un nouveau piézomètre (décrit à l'article 6.2) sera créé et branché à l'installation.

L'«installation de dépollution» est composée :



- d'un ou plusieurs «ouvrages de pompages» permettant d'acheminer à un débit maximum de 3 m<sup>3</sup>/h les eaux polluées vers une ligne de traitement,
- d'une « ligne de traitement » constituée d'un filtre à gravier permettant le dessablage, de trois colonnes de traitement montées en série et contenant un matériau susceptible de fixer les polluants organiques contenus dans les eaux acheminées par les ouvrages de pompage (Ex : charbon actif),
- des «dispositifs connexes» qui sont l'ensemble des matériels nécessaire aux ouvrages de pompages, aux lignes de traitement, et/ou participant au bon fonctionnement de l'installation en garantissant les conditions optimales de surveillance et de sécurité pour les biens, les personnes et l'environnement (Ex : débitmètres, manomètres, soupapes tarées, joints, flexibles d'alimentation, dispositifs électriques, alarmes, installations de surveillance, etc...). Des pompes sont installées au niveau des puits de pompage. Une cuve tampon permet la reprise des effluents. Les sorites des différents dispositifs sont équipés de points de prélèvement pour permettre la surveillance prescrite au présent arrêté.

«L'ensemble des installations de dépollution» proposé par l'exploitant pour traiter la panache résiduel, appelée "Barrière Hydraulique" est constituée d' «ouvrages de pompage» à proximité de PZ 5 reliés à une ligne de dépollution pour un débit maximum de 3 m<sup>3</sup>/heure.

De manière à pouvoir créer la barrière hydraulique, le pompage doit être maintenu constant et continu pendant le traitement. À ce titre, l'exploitant s'assure des utilités et prend toutes les précautions nécessaires pour pouvoir maintenir le pompage en toutes circonstances.

Pour chacune des installations de dépollution, l'exploitant veillera à répartir les charges polluantes de manière équivalente en entrée de la ligne de traitement.

L'ensemble des dispositifs constituant la barrière hydraulique est protégé du gel.

### **Article 6.2 : ouvrage de pompage constituant la barrière**

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

ZONE	Dénomination	Code BSS	Caractéristiques		Débit Max. de la barrière
			Profondeur (m/tête de piézomètre)	Diamètre (mm)	
Nouvelle Barrière à 2 puits	Puits Supp. 1	À définir	À définir	À définir	6 m <sup>3</sup> /h (3 m <sup>3</sup> /h +3 m <sup>3</sup> /h)
	PZ 5	BSS001ENED	4,0	À définir	

### **Article 6.3 : ouvrages supplémentaires**

Lors de la réalisation du (ou des) forage(s) supplémentaire(s), toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de pompage à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci qui seront transmis aux services de l'inspection de la DREAL. Le détail des caractéristiques techniques des ouvrages sera également transmis (coupes géologiques, diamètre et profondeur des ouvrages, etc...) et l'exploitant s'assurera que les ouvrages pouvant être utilisés dans le cadre de la surveillance/dépollution sont nivelés à la côte NGF.

#### **Article 6.4 : gestion du réseau de pompage**

L'exploitant surveille régulièrement les ouvrages constitutifs de sa barrière, assure l'entretien et la sécurisation des forages, lui appartenant ou qu'il utilise, en accord avec les propriétaires des parcelles où ils sont implantés. Ces mesures visent notamment à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages de surveillance. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe par la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol ou par les pluies.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour :

- Obturer et sécuriser l'ouvrage, ou
- Comblent l'ouvrage suivant la norme NF X 31-614.

#### **Article 7 : programme de surveillance**

##### **Article 7.1 : surveillance des rejets de la barrière et du panache résiduel**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats obtenus aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (Code de la santé publique), ainsi qu'aux objectifs de qualité définis par l'exploitant pour chaque composé au regard de ses propositions et des NQE ou NQEp.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

ZONE	Dénomination	Code BSS	Analyses		Code SANDRE
			Fréquence	Paramètres	
Barrière à 2 puits	Puits Supp. 1	À définir	1 fois tous les 2 mois	PH	1302
	PZ 5	BSS001ENED		conductivité à 25 °C	1303
Panache résiduel	PZ 4	BSS001ENGY		Trichloroéthylène	1286
	PZ 6	BSS001ENEE		Tétrachloroéthylène	1272
	PZ 7	BSS001ENEC		Chlorure de vinyle	1753
	PZ 8	BSS001ENHC		trans-1,2-dichloroéthylène	1727
	PZ 11	BSS001ENHB		cis-1,2-dichloroéthylène	1456
				1,1-dichloroéthylène	1162
				chloroforme	1135
				dichloromonobromométhane	1167

## **Article 7.2 : surveillance des installations de traitement**

L'exploitant s'assure régulièrement de l'état de ses installations, conformément à ses propositions, par la mise en place d'une ronde régulière réalisée a minima 2 fois / semaine et au cours de laquelle seront observés :

- le bon fonctionnement de l' «installation de dépollution» (ouvrages puit supp. 1 + ligne de traitement + dispositifs connexes),
- les incidents éventuellement survenus: lors de l'exploitation de la barrière dans son fonctionnement normal, causés par des tiers ou résultants d'un dysfonctionnement exceptionnel.

L'exploitant met en place une télésurveillance avec alarme reportée assujettie aux variations de débits et pressions de l'installation de dépollution,

L'exploitant met en place des dispositifs détectant les surpressions et les variations de débits permettant de stopper le fonctionnement de l'installation.

## **Article 7.3 : surveillance du milieu récepteur (ILL)**

Le milieu récepteur final des rejets issus de la barrière hydraulique est l' «ILL». Les coordonnées du point de rejet sont X=969500 m Y=2308480 m.

L'exploitant procède, sous sa responsabilité, à une analyse des différents paramètres du Tableau de l'article § 5.2 du présent arrêté, 1 fois / mois en sortie du dispositif séparateur d'hydrocarbures et avant rejet dans l'ILL.

## **Article 7.4 : surveillance des phénomènes de saturation des dispositifs de traitement**

L'exploitant procédera à la surveillance du phénomène de saturation de ses dispositifs de traitement par la surveillance en sortie de chaque filtre prévue à l'article 7.1.

## **Article 8 : dispositions particulières**

### **Article 8.1 : remplacement des dispositifs de filtration**

Lors de la saturation d'un dispositif de filtration, celui-ci doit être remplacé par l'exploitant.

**L'exploitant garantira un délai maximum de 10 jours** pour effectuer l'opération de remplacement au cours duquel le maintien ou l'enlèvement du dispositif sera laissé à son appréciation au regard des circonstances. Il est rappelé que le risque de saturation porte sur la première colonne (colonne de «tête»), la présence de la deuxième et de la troisième colonne (colonne de «queue») est une mesure sécuritaire destinée à limiter les relargages ou le perçage prématuré de la colonne de «tête».

Durant les opérations de remplacement des colonnes, l'installation de dépollution sera stoppée, ou à défaut la barrière hydraulique dans sa totalité, si celle-ci est amenée à subir des variations de pressions ou de débits trop importantes compte tenu de l'arrêt momentané d'une des installations de dépollution constituant la «barrière hydraulique».

Le stockage des dispositifs de filtrations usagés s'effectue de manière éviter l'infiltration des eaux de pluie et sur des sols étanches dans des conditions permettant d'éviter une pollution des sols et de l'air compte tenu des polluants présents dans les filtres.

### **Article 8.2 : stockage de pièces d'usure/dispositifs connexes**

L'exploitant garantit la présence d'un stock de pièces d'usure / dispositifs connexes pouvant être nécessaires au cours de l'exploitation de la barrière «hydraulique».

### **Article 9 : surveillance des eaux souterraines**

Un contrôle de la qualité des eaux souterraines portant sur un nombre de paramètres plus important que celui de la surveillance proposée au point § 8.1 peut être exigé par le préfet du Haut-Rhin à des périodicités définies par la suite.

L'exploitant met en œuvre un contrôle de la qualité des eaux souterraines durant la phase de dépollution des eaux souterraines.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N° BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
BSS001ENGV (PZ1)	Semestrielle (hautes eaux et basses eaux)	pH	1302
		conductivité à 25 °C	1303
		trichloroéthylène	1286
		tétrachloroéthylène	1272
		trans-1,2-dichloroéthylène	1727
		cis-1,2-dichloroéthylène	1456
		1,1-dichloroéthylène	1162
		chlorure de vinyle	1753
		chloroforme	1135
		dichloromonobromométhane	1167
		Fer	1393
		Manganèse	1394
BSS001ENGY (PZ4)	Semestrielle (hautes eaux et basses eaux)	Fer	1393
BSS001ENED (PZ5)		Manganèse	1394
BSS001ENEE (PZ6)			
BSS001ENEC (PZ7)			
BSS001ENHC (PZ8)			

BSS001ENHB (PZ11)			
-------------------	--	--	--

## **Article 10 : actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou la santé ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

## **Article 11 : transmission des résultats et révision des prescriptions**

### **Article 11.1 : transmission des résultats**

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les résultats des analyses et les bilans suivants :

- la surveillance commentée du fonctionnement de la barrière hydraulique incluant les analyses pratiquées selon les modalités définies précédemment,
- un Bilan matière faisant état des flux de pollution traités tous les mois,
- un Bilan faisant état des relevés hebdomadaires des pressions et débits de la ligne de traitement,
- l'historique des problèmes rencontrés lors des opérations de surveillance ou de maintenance.

Les résultats des analyses des piézomètres devront être transmis à l'inspection des installations classées via la plateforme GIDAF (<https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr>).

### **Article 11.2 : révision des prescriptions**

L'exploitant adressera au préfet tous les 4 ans un bilan quadriennal de l'auto-surveillance, des opérations réalisées sur la période écoulée, et du traitement réalisé. Le bilan fera état de la qualité de la nappe d'eau souterraine et du traitement du panache de pollution. L'exploitant présentera ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle, des paramètres de surveillance et de l'opportunité de maintenir, ajourner ou renforcer les dispositions en place. Les propositions de l'exploitant seront argumentées.

## **Article 12 : frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 13 : sanctions**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

## **Article 14 : exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand'Est chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société BBC CELLPACK PACKAGING Illfurth SAS.

À Colmar, le 4 avril 2025

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

**Délais et voies de recours** (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).